

Regards Citoyens

« Dataviz citoyennes »



François Massot
Workshop sur la datavisualisation de données citoyennes
La fonderie de l'image – Paris – 6 octobre 2015

Regards Citoyens ?

- Des férus de numérique
- Qui se passionnent pour l'activité parlementaire en 2009
- Mettent leurs compétences techniques au service de cette passion
- Environ 10 membres actifs
- Entièrement bénévole (budget \approx 4000 € / an)



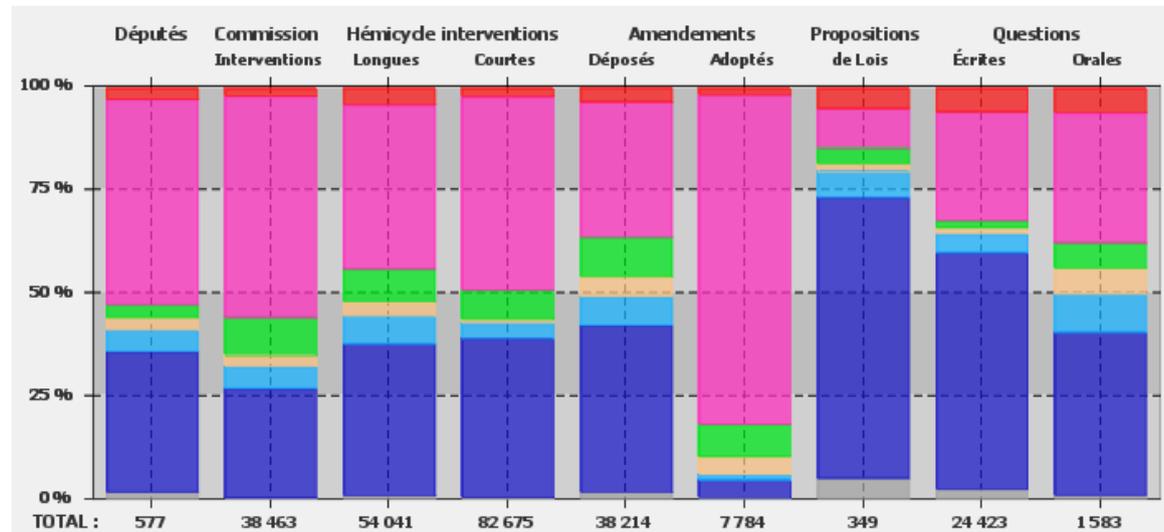
NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

- Mettre en valeur l'activité des parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat
- Utiliser un maximum de données publiques issues du JO ou des sites de l'Assemblée et du Sénat
- Mises à jour automatiques toutes les 8 heures

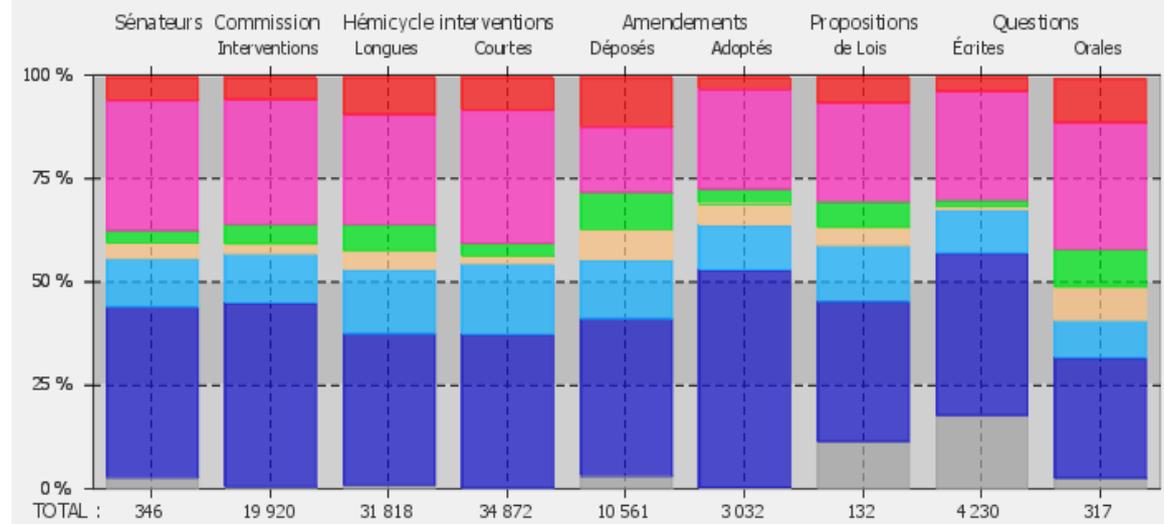


Une 1^{ère} approche synthétique

Députés



Sénateurs



Renouer le lien citoyens – élus

- Identifier ses élus
- Suivre leur activité
- Consulter le travail au fond
- Commenter et dialoguer

Trouver son député



Pour retrouver votre député sur le site, vous pouvez saisir son nom.

Si vous ne le connaissez pas, indiquez votre code postal ou le nom de votre commune, et nous essaierons de le trouver pour vous :

Exemples : *patrick, 77840, saint-herblain, trois rivières, ...*

Trouver mon député

Suivre l'activité du député



par email



par RSS

Renouer le lien citoyens – élus

Suivre l'actualité parlementaire sur un sujet précis

Résultats pour « "données publiques" OR "informations publiques" »

Affiner par date : entre septembre 2009 et novembre 2011



Résultats 1 à 20 sur 352185 **triés par pertinence** — trier par date

Amendement N° 247 au texte N° 2827 - Article 30 ter (Tombe)

Cet article vise à permettre de réaliser des enquêtes administratives sur les personnes demandant des licences de réutilisation des **données publiques**, afin de s'assurer qu'elles ne risquent pas de faire un usage contraire à l'ordre public de ces données. Tel qu'il est rédigé, l'article permet, potentiellement, de réaliser des enquêtes administratives sur tous les demandeurs d'**informations publiques**, quelque soit la nature des informations demandées. En effet, il vise l'article 16 de la loi du 17

Consulter

Question N° 56147 du 28/07/09 (Premier ministre) (Réponse le 29/09/09)



Lionel Tardy

promouvoir la réutilisation des **informations publiques**, a incité depuis lors chaque administration à constituer un répertoire des principaux documents et informations réutilisables qu'elles détiennent. Assistés en cela par l'APIE, six ministères ont déjà mis en ligne un répertoire des **informations publiques**. Le plan France Numérique 2012 annoncé par le Gouvernement en octobre 2008 prévoit le développement d'un portail unique d'accès aux **données publiques**. Sa conception et sa réalisation ont été confiées

S'abonner aux résultats de cette recherche



par email



par RSS

Affiner la recherche

Réinitialiser les dates

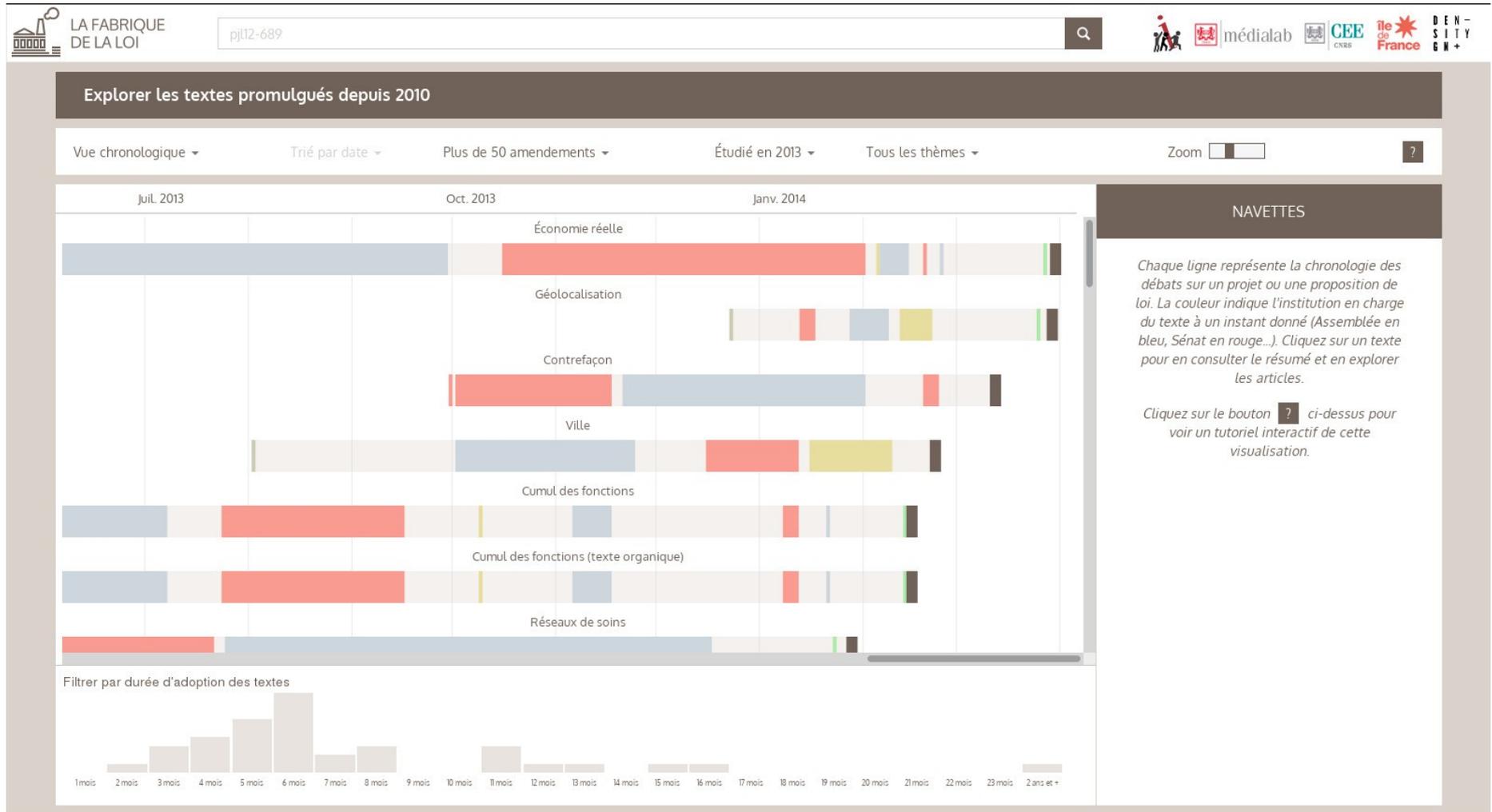
Filtrer par type de résultat

- Interventions (250097)
- Questions écrites (73201)
- Amendements (23456)
- Documents parlementaires (2567)
- Commentaires (1665)
- Députés (638)
- Dossiers (336)
- Organismes (225)

Filtrer par député

- Marc Le Fur (8367)
- Catherine Vautrin (8320)
- Marc Laffineur (7292)

La Fabrique de la Loi : 270 lois adoptées



Suivre l'évolution du texte au Parlement

LA FABRIQUE DE LA LOI

Search: pjl12-689

Logo: médialab, CEE CNRS, île de France, DEN-SITY GN+

Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique

Dossier Sénat | Loi sur Légifrance
Dossier Assemblée | Open Data / Git

< Voir la chronologie du texte | Vue alignée

Dépôt	1 ^{ère} Lecture				CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.
Gouv.	Assemblée		Sénat		CMP	Assemblée		Sénat		AN
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.

Article 1 bis

Titre 1 : Obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement

Nouvelle Lecture · Assemblée · Commission

Explorer les amendements

- I. - L'article L. 1233-90-1 du code du travail est abrogé.
- II. - Au début de l'intitulé de la sous-section 5 de la section 6 du chapitre III du titre III du livre II de la première partie du même code, les mots : "Reprise de site et" sont supprimés.
- III. - Au second alinéa de l'article L. 2325-37 du même code, la référence : "l'article L. 1233-90-1" est remplacée par la référence : "la section 4 bis du chapitre III du titre III du livre II de la première partie".
- IV. - Après le 5° de l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement, il est inséré un 6° ainsi rédigé :
- "6° Le produit de la pénalité mentionnée à l'article L. 773-1 du code de commerce."

À PROPOS | BLOG | OPENDATA | SIGNALER UN BUG | MENTIONS LÉGALES | CONTACT

Retrouver les amendements et débats

LA FABRIQUE DE LA LOI

Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique

[Dossier Sénat](#) [Loi sur Légifrance](#)
[Dossier Assemblée](#) [Open Data / Git](#)

[< Voir les articles du texte](#) Vue « échiquier politique » ?

Dépôt	1 ^{ère} Lecture				CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.	DÉBATS
Gouv.	Assemblée		Sénat		CMP	Assemblée		Sénat		AN	
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.	

Présentation commune

Motion de rejet préalable

Motion de renvoi en commission

Discussion générale commune

Transparence de la vie publique

Article 1er

Après l'article 1er

LÉGENDE

GDR	SRC	ECOLO	RRDP	UDI	UMP	NI
Présidence	Rapporteurs	Gouvernement				

Chaque boîte représente un groupe d'orateurs intervenus dans les débats sur un sujet. La longueur indique le nombre de mots prononcés et la couleur le groupe politique. Cliquez sur une boîte pour voir la liste des orateurs et consulter le texte des débats.

Cliquez sur le bouton ? ci-dessus pour voir un tutoriel interactif de cette visualisation.

Limites pratiques et techniques

Complexité à transformer les textes en données

Article 8

Le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« CHAPITRE III

« [...]

« Art. L. 2113-22 et L. 2113-23. – (Non modifiés) »

missing unmodified text

missing article

deleted text

Article 10

I. – (Supprimé)

II à XIII. – (Non modifiés)

XIV. – Les 1^o et 2^o de l'article L. 5321-1 du même code sont ainsi rédigés :

« 1^o Création d'une commune nouvelle par regroupement des communes membres de l'agglomération nouvelle, en application des articles L. 2113-1 à L. 2113-3. Le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa précédent. Dans le cas où les conditions de création d'une commune nouvelle fixées aux articles L. 2113-2 et L. 2113-3 ne sont pas remplies, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des deux solutions restantes ;

« 2^o Transformation en commune nouvelle, en application des articles L. 2113-2 et L. 2113-3, des communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ; ».

XV à XVIII. – (Non modifiés)

XIX. – (Supprimé)

Projet de loi portant engagement national pour l'environnement

Repères ?

[Sommaire](#) [Page précédente](#)

ERRATUM

Au rapport n° 567 (2009 - 2010)

1°) Page 387, lire :

Articles 2 bis B à 2 bis

2°) Page 443, lire :

Article 15

3°) Page 491, à l'article 25, après le 14^{ème} alinéa (1 bis-), insérer l'alinéa suivant :

II.- Le II de l'article 23-1 de la même loi est ainsi modifié :

4°) Page 525, après l'article 36 bis A, insérer les lignes :

Article 36 bis

5°) Page 535, après l'article 40 quater A, insérer les lignes :

Article 40 quater

6°) Page 541, après l'article 44 ter, insérer les lignes :

Articles 44 quater et 44 quinquies

tableaux, ...

→ 70% des textes seulement

Recréer des données en crowdsourcing

Extraction des lobbies à partir des listes d'auditions annexées aux rapports de l'Assemblée

— 39 —

PERSONNES ENTENDUES PAR LE RAPPORTEUR

— Mme **Carol BUCHARN**, conseillère de la Défenseur des enfants sur les questions de justice, accompagnée de M. **Hugues FILLIQUET**, avocat général

— M. **Yves Marie BRUI**, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice

— M. **Philippe LÉGER**, ancien avocat général auprès de la Cour de justice des Communautés européennes, président du Comité de réflexion sur la justice pénale

— M. **Henri Marie FROST**, président de l'Association nationale des praticiens de la cour d'assises, accompagné de M. **Henri Marie FROST**, président de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône

— Mme **Antoinette SULTAN**, présidente de l'Association Française des Magistrats de la Justice et de la Famille (AFMJF)

— M. **Henri Marie FROST**, présidente du Syndicat de la Magistrature, accompagné de **Antoinette SULTAN**, vice-présidente

RegardsCitoyens.org TRANSPARENCE INTERNATIONALE FRANCE

Numérisons les lobbysistes de l'Assemblée nationale

Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence Internationale France](#) et [Regards Citoyens](#) s'associent pour mieux connaître les lobbysistes de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.

Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !

Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques Etre averti Connexion

Top Contributeurs

1. Nicoz (1455)
2. moira (974)
3. aline250 (752)
4. IsO1 (705)
5. gregoirede... (602)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un rapport parlementaire :

- M. Kee Keong Patrick KHAW, Institut de la microélectronique
- M. Charles LEE, Directeur stratégique du marketing, Institut de la microélectronique
- M. Daniel NOGUEIRA, Directeur des achats, Soitec Singapore
- M. Patrick PLANTE, Président Directeur général, Centre Thales Technologie de Singapour
- M. Bertrand STOLTZ, Directeur financier, STMicroelectronics Asia Pacific
- M. Chor Shen TAY, Conseil de recherche pour la science et l'innovation
- M. Keng Hwa TEO, Responsable

1174 rapports • 16860 noms • 3214 citoyens • 2 semaines

Recréer des données en crowdsourcing

Numérisation des déclarations d'intérêts manuscrites des parlementaires

 Déclaration de Franck Marlin [↗](#)

Partie 11 / 12

Activités conservées

10° Les activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, que le membre du Parlement envisage de conserver :

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalité d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
SIREDON - SIRENS MORANGIS	Président	Néant
CENTRE HOSPITALIER SUB-ESSONNE DOUEN - ETAPES	Président du conseil de surveillance	Néant
CCAS - SISO ETAPES	Président	Néant
CAISSE des Ecoles SISO ETAPES	Président	Néant

[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par activité conservée déclarée par le parlementaire.

Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « ✕ » de la ligne correspondante.
Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
<input type="text" value="Employeur n°1"/>	<input type="text" value="Description n°1"/>	<input type="text" value="Rémunération n°1"/> ✕
<input type="text" value="Employeur n°2"/>	<input type="text" value="Description n°2"/>	<input type="text" value="Rémunération n°2"/>

[Signaler un problème](#) [Valider le formulaire vide](#) [Changer de déclaration](#)

Si vous avez le sentiment que nous avons mal détecté cette partie ou qu'il manque des informations, merci de nous l'indiquer en cliquant sur « Signaler un problème », nous vous proposerons un autre extrait de déclaration à saisir.

[Un doute ou une question ? cliquez ici pour lire les Questions Fréquentes.](#)

925 élus • 11000 extraits de PDFs • 7924 citoyens • 10 jours

De l'Open Data sans le savoir !

- Création, reconstruction des données publiques :
75% du temps de travail
- Redistribuer les données
- Plus de données publiques
→ plus d'initiatives citoyennes



Mais l'Open Data, c'est quoi ?

- Mise à disposition des données pour leur libre réutilisation :
 - Du service public
 - Non-personnelles
 - Non soumises au secret

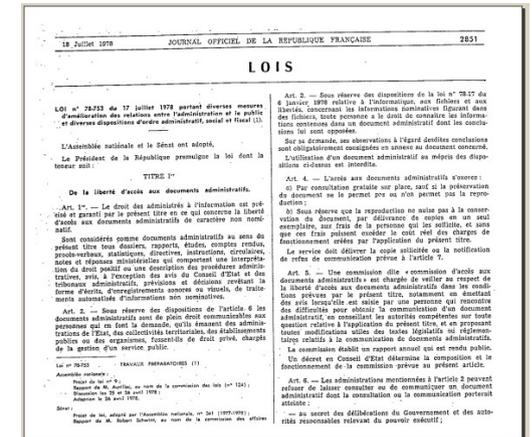


cc-by-sa justgrimes flickr

- 3 principes pour empêcher toute rupture d'égalité :
 - Pas de barrière financière → données gratuites
 - Pas de barrière juridique → licences libres
 - Pas de barrière technique → formats ouverts

Open Data : un long cheminement français

- 1978 : Loi CADA (accès)
- 2005 : Directive EU PSI (re-use)
- 2009 : OpenDataCamp Paris
- 2009 – 2010 : Rennes, Paris, ...
- 2010 : DataPublica et NosDonnées.fr
- 2011 : Étalab – data.gouv.fr v1
- 2013 : data.gouv.fr v2
- 2014 : Administrateur général des données
- 2015 : Dinsic



Open Data : des licences libres

- Sécuriser juridiquement les producteurs et réutilisateurs
- Assurer la compatibilité internationale (Wikipedia, OpenStreetMap, ...)
- Adaptées du monde du logiciel libre

→ garantir la préservation des biens communs via 4 libertés :

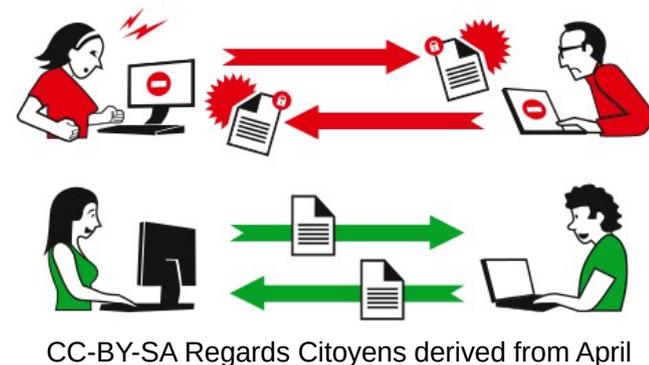
Accéder
Réutiliser

Redistribuer
Redistribuer modifié

- 2 modèles, attributif ou contributif :
 - ✓ Licence Ouverte (≈ CC-BY) → citer la source
par Etalab (attribution)
 - ✓ ODbL (≈ CC-BY-SA) → ... et redistribuer
par OKFN (share-alike / copyleft)

Open Data : des formats ouverts

- Une recette publique et accessible à tous
- Des standards établis (csv, json, xml, ical...)
- Ne pas imposer l'achat de logiciel spécifique
- Assurer la lisibilité et l'accessibilité par les machines
- Fournir des données brutes et complètes
libre aux réutilisateurs de réaliser leurs propres statistiques ou agrégations
- Proscrire la mise en forme et les feuillets des tableurs



La dataviz en pratique à RC

- 1) Identifier des documents / données qui vous intéressent
- 2) Scraper
- 2) Nettoyer
- 3) Nettoyer
- 4) Encore nettoyer...
- 5) En bonus : une dataviz

Exemple de Sunshine : 2 ans pour avoir des données exploitables

La dataviz en pratique à RC

Des outils indispensables pour être efficace avec les données :

- Manipuler les données :



LibreOffice



```
In [13]: display()
```

IP[y]: IPython
Interactive Computing

```
In [13]: from IPython.display import SVG  
SVG(filename='python-logo.svg')
```

```
Out[13]:
```

- Visualiser :



Raw density



umap



SciencesPo.

médialab

- Collaborer

Framapad

Collaborer en ligne n'a jamais été aussi simple !

#irc

- Publier



Démo !

- Données issues de la synthèse parlementaire :
 - Interventions courtes versus efficacité
- Visualiser avec Raw density

Choose a Chart

Circle Packing

Nested circles allow to represent hierarchies and compare values. This visualization is particularly effective to show the proportion between elements through their areas and their position inside a hierarchical structure.

Based on <http://bl.ocks.org/mbostock/4063530>



- Publier la dataviz sur le web

Merci de votre attention

A vous de jouer !

<https://lite6.framapad.org/p/workshop-campus-fonderie>

<http://RegardsCitoyens.org>

@RegardsCitoyens